

L'armée sera exclusivement composée de femmes aimables et belles, ce qui épargnera naturellement l'effusion du sang et les dépenses inutiles et onéreuses de munition de guerre. On conçoit que, dans un siècle comme celui-ci, où l'on parle tant de galanterie, nos ennemis ne pourront s'empêcher de mettre les armes devant de pareils corps.

Dans le cas fort improbable où une rébellion éclaterait dans quelque partie turbulente de notre république, nous ne l'attribuerions nullement à tout le pays, de crainte de rendre le bouleversement général; nous tâcherions de rendre le peuple assez heureux pour extirper le souvenir même de ses maux, et nous éviterions au-dessus de toute chose de piller, voler, incendier, démolir afin de ne point éterniser la révolte en en perpétuant les causes. Nous n'arrêterions personne sur soupçon vu que c'est contre le droit des gens et que la haine de l'homme, aiguë par des mauvais traitements non mérités, est infiniment plus dangereuse et plus invétérée que chez le coupable.

Nous éviterions avec un soin tout particulier d'avoir aucune police, si ce n'est cependant pour surveiller à la sûreté des citoyens en arrêtant, de nuit, les tapageurs, et de jour, les chiens enragés; mais, loin d'encourager la délation, nous ferions tous nos efforts pour faire consister la force du gouvernement dans l'estime, le respect et la reconnaissance, plutôt que dans une crainte, une terreur qui se changent rapidement en haine secrète puis en révolte ouverte.

Tout homme aurait droit à la protection paternelle du gouvernement, fût-il anglais, français, grec, arabe, écossais même. Les places seraient données à ceux qui les mériteraient selon la loi, en sorte qu'en évitant ainsi une partialité toujours révoltante, le peuple devrait du respect à ses officiers qui en auraient eux-mêmes pour le peuple et le gouvernement qui, n'accordant point d'absurdes privilèges exclusifs, ne saurait attendre, de protégés indépendants, une lâche complaisance à commettre des actes que la justice et l'équité n'approuveraient pas.

Comme on le voit ma république n'aurait aucun des défauts qui se peuvent remarquer aujourd'hui dans d'autres gouvernements, en sorte qu'il n'y a pas de doute que le bonheur et la prospérité lui seraient infailiblement assurés.—Mais dira-t-on, votre première condition de naturalisation suffirait pour assurer le bonheur. Détrompez-vous, chers lecteurs, je veux la modifier, la changer, je crois même que j'y renoncerais absolument comme propre à rendre tout le monde malheureux en détachant les citoyens les uns des autres, tandis que la prospérité et la sécurité viennent d'une obligation et de services mutuels. Mais, ce qui nous vaudrait, à tous, plus de cent louis de rente, avouez-le, ce seraient des droits égaux à la considération, d'être traité selon son mérite, de n'avoir point sous les yeux d'injustice criante, de n'entendre point constamment des injures révoltantes, de ne point voir parader sans cesse une ignoble police dont l'œil sauve et inquiet voit partout des coupables, de ne point apprendre chaque jour de ces désastres dont l'humanité n'ose envisager l'horreur, de ne point se heurter à chaque instant contre une hautaine, grossière et ignorante soldatesque dont la tâche éternelle et bien pesée semble être de faire des mécontents et des ennemis.

Nous n'aurions plus d'avocats sans causes ni de docteurs sans patients, de manière que la classe remuante de la société, se trouvant métamorphosée en artisans laborieux, en négociants utiles, en citoyens satisfaits, on n'aurait plus à l'accuser d'entraîner le peuple dans des dé marches toujours fâcheuses lorsqu'elles sont infructueuses. Enfin chacun serait heureux selon son mérite et sa destinée, voilà le véritable but d'un gouvernement.

Il ne nous reste plus maintenant qu'à établir et mettre en force mon système. Chacun croira qu'il faut d'abord des choses inouïes, des armées innombrables, des sommes incalculables; qu'il faudrait répandre des fleuves de sang, sacrifier des milliers